



Lettre d'information n°8 - février 2004

## **Les réformes de l'enseignement technique et de la formation professionnelle : un enjeu majeur dans l'économie de la connaissance**

**D**u 16 au 18 décembre 2003, une conférence internationale a réuni à Sèvres une centaine de participants d'une trentaine de pays sur le thème de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. La globalisation s'accompagne d'un prodigieux essor technologique et les problématiques liées au développement économique et social intègrent plus que jamais les questions d'accès à la connaissance et aux compétences professionnelles. La formation des jeunes doit, à la fois, donner accès à l'emploi, préparer au défi permanent des mutations technologiques et former des citoyens responsables, le tout dans le contexte des réalités locales. Dans cette nouvelle « économie de la connaissance », la place et les formes de l'éducation sont au cœur des réflexions. Partout, les choix sont difficiles qu'il s'agisse des stratégies éducatives, des financements, de l'implication des acteurs économiques ou de la formation des maîtres, sans oublier les nombreux problèmes de pauvreté, d'équité, d'inégalité entre sexes, etc.



Tout au long de la conférence, des études de cas ont alterné avec la présentation de résultats d'études régionales et d'exposés thématiques. Des experts issus des institutions partenaires de la conférence (Banque mondiale, UNESCO, Fondation européenne pour la formation - ETF -, ministères français en charge de l'Education nationale et des Affaires étrangères) ainsi que des représentants de l'Organisation internationale du travail, de l'Union européenne, de l'OCDE, du Conseil de l'Europe, du ministère de l'Agriculture ont pu exprimer et confronter leurs points de vue. Ouverte par le ministre délégué à l'enseignement scolaire, Xavier Darcos, cette conférence s'est clôturée en enregistrant le vœu de nombreux participants d'un suivi, sous forme de publication d'actes, de création d'un forum d'échanges et de rencontres nouvelles.

*Les interventions des conférenciers seront accessibles sur le site du CIEP dès le mois de juin. ■*



**Francis STEIER, économiste principal en éducation, Banque Mondiale**

*Vous avez participé activement à la mise en place de la conférence internationale sur l'enseignement technique et la formation professionnelle. En quoi et pourquoi la Banque est-elle partie prenante de cette manifestation ? Qu'est-ce qu'elle en attend ?*

Le CIEP et la Banque Mondiale ont été à l'initiative de l'organisation de cette manifestation. Puis le partenariat a été étendu à quatre autres institutions, dont je salue ici les contributions intellectuelles et financières : la Fondation européenne pour la formation (ETF), l'UNESCO, le ministère de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche et le ministère des Affaires étrangères.

Cette conférence apparaît pour la Banque comme une rencontre originale à plusieurs titres :

— *le sujet lui-même* : délaissés parce que complexes, l'enseignement technique et la formation professionnelle

sont perçus par une partie de la société comme un enseignement de « second rang ».

— *la manière dont nous avons abordé le sujet* : la réflexion s'est faite grâce à la confrontation des points de vue nationaux et internationaux, institutionnels et non institutionnels. Au delà du comité de pilotage, les contributions d'autres intervenants : l'OCDE, l'OIT, le KRIVET — Centre international de formation — (Corée), la Commission Européenne ont enrichi les débats.

— *la diversité des participants* : la diversité géographique — une trentaine de pays (Afrique 35%, Europe 30%, Amérique du Sud 15%, Asie 10%, Proche et Moyen Orient 10%) — et la diversité socio-professionnelle : ministres, hauts fonctionnaires, cadres de différents ministères, responsables de la formation professionnelle, d'organisations patronales et syndicales.

« J'ai le sentiment que cette rencontre a donné lieu à une confrontation constructive, un débat d'idées, dont les effets vont être rapidement perceptibles. » ■

**Une rencontre originale**



Centre international d'études pédagogiques

1 avenue Léon Journauld  
F - 92318 Sèvres cedex

Téléphone : 01 45 07 60 65  
Télécopie : 01 45 07 60 71

Courriel : [poletti@ciep.fr](mailto:poletti@ciep.fr)  
Site Internet : [www.ciep.fr](http://www.ciep.fr)

## « La maîtrise de la langue française, une responsabilité partagée »

Séminaire national organisé par le ministère de la culture et de la communication ( Délégation générale à la langue française et aux langues de France - DGLFLF ), et le Centre international d'études pédagogiques, en collaboration avec le ministère de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche.

La maîtrise de la langue française conditionne l'accès à la connaissance et constitue un des fondements de la citoyenneté. Or la France compte entre deux et trois millions d'illettrés et un nombre plus grand encore de personnes mal à l'aise dans leur langue.

L'école n'est ni la seule responsable de cet état de fait, ni le seul recours. Développer la maîtrise de la langue est de la responsabilité de tous : des pouvoirs publics, du monde du travail, des institutions culturelles et des médias, et de l'école aussi. Chacun œuvre et s'engage dans son domaine. Mais comment articuler non seulement l'offre et la demande, mais aussi toutes les offres entre elles et toutes les demandes ?

En rassemblant autour de six tables rondes, dont une avec le monde des médias ( J. Lebrun, R. Solé, E. Davidenkoff, P. Mauger,

X. Laissus, M. Meyer) des acteurs venus d'horizons très différents, le séminaire organisé les 8 et 9 décembre derniers, a amorcé un début de réponse à ces questions. Un linguiste, Jean- Louis Chiss, et deux sociologues, Catherine Wihtol de Wenden et Michel Wieviorka, ont suivi les débats et en ont analysé, chacun du point de vue de sa discipline, les traits marquants.

Bernard Cerquiglini, délégué général à la langue française et aux langues de France, a suggéré de conforter la politique actuelle de prévention, de suivi et d'évaluation, rappelant les actions lancées tant au plan régional que national grâce à une coopération « utile » et à des partenariats « inattendus » dont la DGLFLF se propose d'être le pilote.

Les actes de cette rencontre seront bientôt disponibles sur les sites de la DGLFLF et du CIEP. ■



### Le TCF au Journal Officiel - JO n°271 du - 23.11.03 -

Le TCF devient le test officiel d'admission préalable pour l'entrée en 1ère année de 1er cycle dans l'enseignement supérieur français.

« Article 1 : Le règlement d'examen, les modalités de désignation du jury et d'élaboration des sujets sont fixés par le directeur du Centre international d'études pédagogiques [...] et approuvés par le ministre chargé de l'enseignement supérieur. [...] »

Article 3 : Le Centre international d'études pédagogiques (CIEP), établissement public sous tutelle du ministère chargé de l'enseignement supérieur, est chargé d'élaborer les sujets des épreuves de connaissance de la langue française prévus à l'article 1er du présent arrêté et de corriger les compositions des candidats. »

## Forum : « Le culte de la langue, une passion française »

C'est à l'amphithéâtre Louis Liard de la Sorbonne à Paris, que se sont déroulées les conférences et les discussions, les 24 et 25 novembre derniers. De manière récurrente et parfois véhémentement, les enseignants étrangers déplorent l'indifférence coupable des Français à l'égard de leur propre langue. Ils leur reprochent de ne pas cultiver, avec le même amour, une langue dont ils devraient être les premiers défenseurs.

Après une conférence inaugurale d'André Goosse, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, qui a plaidé pour une position équilibrée entre purisme et licence, plusieurs éléments de réponse ont été apportés. Si les divers historiens de la langue, du seizième au vingtième siècle, ont dissipé bien des illusions entourant la notion d'une langue « une et indivisible » comme la République, ils ont aussi mis en évidence l'ambiguïté du culte qui l'entoure, conjuguant exaltation idéalisée et représentations illusives.

Du côté des écrivains, Renaud Camus a soutenu le point de vue exigeant selon lequel la syntaxe incarne la présence de l'autre dans la langue : seul le respect de cet instrument rend authentique l'expression de soi-même. De même, au cours d'une table ronde réunie autour du romancier Frédéric Vitoux, de l'Académie française, le débat s'est engagé sur l'invention : peut-on être créatif sans la maîtrise de la langue ? Où est la littérature des banlieues ?

Peut-on être créatif sans la maîtrise de la langue ?

Bernard Cerquiglini, délégué général à la langue française et aux langues de France, a retracé le passage d'une équation séculaire entre Nation, Langue et Etat vers une conception d'un plurilinguisme militant.

Jamais en tout cas, lors de ces deux jours, n'a été adoptée la posture de la « langue supérieure », dont on sait désormais qu'elle serait le plus sûr moyen de perdre irrémédiablement la cause qu'on entend, de bonne foi, défendre. Les textes sont à paraître dans la collection des *Cahiers du CIEP*, Didier éditeur. ■

## Colloque « éducation comparée et coopération » à La Réunion

Première rencontre internationale francophone en éducation comparée dans la zone sud-ouest de l'Océan Indien, ce colloque, co-organisé par l'Université de La Réunion et le CIEP, dont une antenne est installée dans l'île depuis deux ans, s'est tenu les 7 et 8 novembre 2003. L'objectif était de contribuer à une meilleure connaissance des enjeux éducatifs internationaux et locaux et de favoriser des initiatives associant des acteurs de l'éducation comparée et de la coopération internationale. Lors de la séance d'ouverture, en présence de Bernard Bonnet, vice-président de l'Université de La Réunion, de Christian

Merlin, recteur de



l'académie et d'Albert Prévos, directeur du CIEP, Alain Michel a situé le système éducatif français dans le contexte international. François Orivel, de l'IREDU de Dijon, s'est livré à une analyse comparée des acquis des élèves. Les diverses modalités de participation des pays du Sud à des programmes de coopération ont constitué ensuite autant de pistes offertes pour répondre au défi de l'éducation et de la formation dans le contexte concurrentiel actuel.

Une discussion davantage centrée sur l'Océan Indien a ensuite montré comment envisager le lien entre éducation comparée et coopération, du point de vue des pays concernés. Dans ce contexte, l'île de La Réunion a également fait l'objet d'une analyse mettant en relief à la fois ses spécificités et les perspectives d'échanges auxquelles elle a vocation à s'associer.

Le rôle déterminant des collectivités territoriales dans la recherche d'une

collaboration efficace entre chercheurs et décideurs politiques a été souligné. La question de la prise en compte de l'altérité et des droits des minorités a élargi le débat à des dimensions philosophique et éthique. En même temps, l'introduction de la notion de marché en éducation dans le domaine de la coopération a précisé les conditions prospectives de développement des projets dans ce domaine.

Les travaux se sont achevés par un plaidoyer pour un véritable développement des analyses comparatives dont Azzedine Si Moussa, de l'Université de La Réunion, a montré qu'il était le complément nécessaire à des actions de coopération éducative, équilibrées et pertinentes, entre La Réunion, Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles.

L'antenne du CIEP au Tampon et l'Université de La Réunion publieront prochainement les actes du colloque. ■

## « L'évaluation de la qualité – région Meda »

La conférence de lancement du projet Tempus : « Evaluation de la qualité – région MEDA » s'est tenue à Sèvres du 18 au 21 janvier 2004.

Ce projet, piloté par le CIEP, réunit un consortium de 22 membres : pour la région Meda, 14 établissements venant de sept pays (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban Maroc, Syrie et Tunisie) et, pour la partie européenne, la Conférence des présidents d'université (CPU) et la HRK allemande, le Comité national d'évaluation (CNE), une agence d'accréditation allemande (ACQUIN), le réseau européen des agences

d'évaluation, le réseau méditerranéen des écoles d'ingénieurs, et un centre de recherche de l'université de Kassel.

Cette opération a pour objectif de constituer ou de renforcer des systèmes nationaux et régionaux d'évaluation de la qualité dans l'enseignement supérieur, en s'appuyant sur l'évaluation pilote de quatorze établissements de formation d'ingénieurs.

Sa mise en œuvre s'appuiera sur une analyse des contextes nationaux (description des systèmes d'enseignement supérieur et

des formations d'ingénieurs) et sur une méthodologie d'évaluation dérivée de l'expérience européenne.

En septembre 2004, le consortium doit se réunir à Aman (Jordanie) pour dresser un premier bilan de l'évaluation interne qui vient de commencer. Parallèlement, un site internet doit être mis en place et géré par le CNE, membre du consortium. Une partie de ce site sera accessible au public et permettra de présenter l'état d'avancement du projet. ■

Un projet  
d'évaluation de  
la qualité dans  
l'enseignement  
supérieur

## Formation d'inspecteurs béninois

Pour donner suite à la création d'un corps d'inspection recruté sur concours, le ministère de l'enseignement technique et professionnel du Bénin a confié au CIEP l'organisation de la formation, pendant un an, des sept premiers diplômés.

Le stage s'est inscrit dans le cadre d'une politique de réaménagement du système éducatif béninois. S'adaptant au plus près aux conditions particulières du pays, la formation s'est d'abord attachée à préciser la définition de ce nouveau métier d'inspecteur, puis à construire avec les stagiaires les contours de leurs futures missions.

Le projet a été mené en trois étapes :

- ▶ la définition du profil de l'emploi à partir des conditions spécifiques d'exercice de ces futurs cadres,
- ▶ un travail d'élaboration du référentiel de formation en adéquation avec les activités professionnelles,
- ▶ une individualisation de la formation liée aux besoins et aux futures missions des stagiaires.

La formation conduite avec un fort engagement des stagiaires et en collaboration avec le Rectorat de Paris a permis à chacun de se construire un parcours totalement personnalisé. ■





## La formation professionnelle initiale, une question de société

Revue internationale d'éducation de Sèvres n°34, décembre 2003

Pour faire écho à la conférence sur les réformes de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, le numéro de décembre de la RIES propose un autre regard sur la diversité des pratiques et des modèles, sur les grandes tendances qui semblent se dessiner.

Interview d'Anne-Marie Bardi, inspectrice générale de l'éducation nationale

*Qu'est-ce qui vous a conduit à coordonner ce numéro de la RIES ?*

La formation professionnelle initiale est, en France, objet de réflexion permanente et d'évolutions régulières auxquelles j'ai été amenée à participer. L'étude de modèles différents du nôtre m'intéressait : j'espérais y gagner une meilleure compréhension des spécificités françaises et de leurs implications ; je comptais également mieux apprécier la part des difficultés que nous partageons avec d'autres.

*En résumé, quels sont les points clés et les problématiques centrales de ce numéro ?*

D'abord un système de formation professionnelle initiale est intimement lié à son territoire. Il est le résultat et le reflet de réalités à la fois historiques, politiques, économiques et sociales. Il en porte très profondément les valeurs.

Ensuite, dans la diversité des contextes, se retrouvent des questions semblables : comment ancrer une formation sur son environnement et dans le même temps préparer les jeunes à la mobilité nationale et internationale ?

Comment respecter les projets personnels des jeunes et les engager dans des voies de formation aux débouchés en adéquation avec les besoins de l'économie ? Comment lutter contre les fausses représentations qui détournent les jeunes filles de certaines voies de formation ? Comment hausser les niveaux de qualification et accueillir dans le même temps les élèves les plus fragiles ? Comment engager

les entreprises dans la formation des jeunes lorsque la concurrence les contraint à optimiser leurs dépenses ? Comment recruter des enseignants de qualité ?

Enfin, je signalerai deux voies de progrès fréquemment évoquées : la mixité des publics, des intervenants, des lieux et des modalités de formation, d'une part ; la recherche de certifications reconnues à large échelle et pensées pour permettre la mobilité géographique et professionnelle d'autre part. ■

**Prix :** 16,20 €, frais d'envoi inclus.

**Diffusion :** éditions Didier

**Pour en savoir plus :** [www.ciep.fr/ries/ries34.htm](http://www.ciep.fr/ries/ries34.htm)

**Contact :** [ries@ciep.fr](mailto:ries@ciep.fr)



### Trophées pour Primlangues :

Ce site internet, dont la gestion a été confiée au CIEP il y a deux ans, est dédié aux langues vivantes à l'école primaire. « Primlangues » a une vocation d'information, de portail, de centre de documentation et d'outil de dialogue et de questionnement.

Il est devenu une référence essentielle pour accompagner les enseignants de langues vivantes. Le site « Primlangues »

[www.primlangues.education.fr](http://www.primlangues.education.fr) a reçu en décembre 2003

le premier prix des trophées de la communication dans la catégorie « sites d'organismes nationaux ». ■

## en ligne

Choisi par les autorités françaises pour être le point de contact du Centre européen des langues de Graz (CELV), le CIEP va publier trois fois par an une lettre d'information en ligne : **le Courriel européen des langues**. Son objectif est de faire connaître les recherches et publications du Conseil de l'Europe et, plus largement, de la Commission européenne en matière de politique des langues.

Cette lettre propose outils, références et réflexions aux différents acteurs de l'enseignement des langues.

[www.ciep.fr/courrieuro](http://www.ciep.fr/courrieuro)



Directeur de la publication : Albert Prévos

Périodicité : trimestriel / février 2004

Editeur : CIEP

Imprimeur : IPPAC & Imprimerie de Champagne - Z.I. Les Franchises - 52200 Langres

N° ISSN : 1250-002X

Conception et réalisation : service du développement, de l'accueil et de la communication

Pour tout commentaire, suggestion ou demande d'information : [contact@ciep.fr](mailto:contact@ciep.fr)

## Agenda

**BELC stage d'hiver :** nouvelle formule, cinq filières spécialisées.  
du 15 au 28 février 2004

**Rencontres internationales des sections bilingues francophones :** « Enseigner la géographie ».  
du 9 au 14 mars 2004

**Université européenne d'été :**

« Langues nationales, langues maternelles, langues de scolarisation ; quelles évaluations ? ».

du 29 mars au 2 avril 2004

**Rendez-vous de l'évaluation :**

« Evaluation des structures d'enseignement ».

du 26 au 30 avril 2004

Le CIEP participera au **Congrès mondial de la FIPF** à Atlanta en juillet 2004. Le programme est déjà disponible sur [www.fipf.org/atlanta\\_2004.htm](http://www.fipf.org/atlanta_2004.htm)